

# LE PROLETAIRE

## Parti Communiste International

### Les dirigeants bourgeois préparent la guerre, préparons la guerre de classe !

Les annonces de l'instauration prochaine par les Etats-Unis de droits de douane élevés sur les marchandises européennes, après ceux déjà mis en place sur les marchandises canadiennes, mexicaines et chinoises, accompagnées des déclarations anti-européennes de Trump et ses proches (comme la revendication d'annexer le Groenland, territoire sous domination danoise) avaient provoqué la consternation parmi les dirigeants européens confrontés à la menace d'une guerre commerciale. Mais la décision de Trump d'obliger Zélenky à cesser les combats, y compris en suspendant du jour au lendemain les livraisons d'armements et le «renseignement» américains à l'Ukraine, et de négocier un accord de paix directement avec la Russie sans y impliquer les Européens, a été un véritable choc pour ceux-ci : jusqu'ici la position des dirigeants européens, martelée par tous les médias, était le soutien avec les Etats-Unis à l'Ukraine «*jusqu'à la victoire*» de ses armées ; toute idée d'un cessez-le-feu avant que cet objectif soit atteint était dénoncé quasiment comme une trahison au profit des Russes.

En toute hâte les dirigeants de la bourgeoisie européenne se sont réunis pour assurer Zélenky de la poursuite indéfectible de leur soutien, tout en appelant à leur tour à un cessez-le-feu (!), avant que le président ukrainien, faisant amende honorable et présentant ses excuses aux Américains, affirme qu'il était prêt à travailler «*sous la ferme direction du président Trump*» et à signer un accord léonin qui accorderait aux USA une part importante des minerais du pays.

Au moment de son indépendance (1991), 30% environ de l'industrie d'armement de l'ex-URSS se trouvait en Ukraine; il y avait environ 700 entreprises ukrainiennes dans ce secteur et elles employaient plus d'un million de personnes. Mais les graves difficultés économiques rendirent impossible les investissements massifs qui auraient été nécessaires pour réorganiser cette industrie soudainement privée du marché soviétique et la moderniser. Après avoir plongé dans un profond marasme pendant des années, l'industrie militaire ukrainienne a connu un renouveau grâce aux importants investissements étatiques à partir de 2014 (date de l'annexion de la Crimée par la Russie et des premiers affrontements dans le Donbass) : à la veille de la guerre avec la Russie, en 2021, le budget militaire de l'Ukraine avait augmenté de 1300% par rapport à 2014! Aujourd'hui le pays compte environ 500 entreprises industrielles dans l'armement (sans compter plus d'un millier de «start-ups») employant près de 300 000 personnes. Avant que la guerre ne restreigne ses ventes d'armes à l'étranger, l'Ukraine se situait au onzième rang mondial des marchands d'armes, juste derrière l'Espagne. Tout cela montre la réalité et la puissance du complexe militaro-industriel ukrainien qui ne peut pas ne pas avoir une influence sur la politique guerrière de cet Etat (1).

Cependant l'Ukraine dépend largement pour mener la guerre des fournitures militaires occidentales, et principalement des Etats-Unis qui possèdent donc un moyen de pression décisif sur elle : en dépit de leurs déclarations les Etats européens ne sont pas en mesure de remplacer le soutien américain.

Devant l'impossibilité de continuer la guerre jusqu'au dernier ukrainien, les dirigeants européens ont réagi en annonçant une accélération sans précédent de leurs dépenses militaires, qui étaient déjà en forte hausse et en multipliant les déclarations martiales.

En Allemagne les sociaux-démocrates du SPD et les Conservateurs de la CDU-CSU se sont mis d'accord le 5 mars pour faire voter au parlement, sans attendre l'installation du nouveau issu des élections, une loi pour supprimer la disposition constitutionnelle restreignant le déficit budgétaire ; cela permettra de porter à près de 100 milliards d'euros par an les dépenses militaires, le double des montants actuel (ainsi que d'accroître les investissements dans les infrastructures du pays) tandis que des voix se font entendre pour le rétablissement du service militaire obligatoire ; le premier ministre britannique avait annoncé dès le 25 février que les dépenses militaires, qui étaient déjà les deuxièmes plus importantes en Europe, allaient passer de 2,3 à 2,5% du budget en 2027 soit la «*plus forte augmentation du budget militaire britannique depuis la fin de la guerre froide*» et devraient atteindre les 3% en 2030 ; en France Macron avait estimé le 20 février qu'il faudrait peut-être augmenter les dépenses militaires jusqu'à 5% du budget

(contre 2,1% actuellement) et dans sa déclaration télévisée du 5 mars il a réaffirmé, sans donner de chiffres, qu'il fallait engager «*au plus vite*» des dépenses militaires supplémentaires ; le 6 mars les dirigeants de l'UE ont validé un plan de la Commission européenne de 800 milliards d'euros pour «réarmer l'Europe», etc. Pour compléter le tableau, rajoutons que les Britanniques et les Français ont déclaré qu'ils étaient prêts à envoyer des soldats garantir un cessez-le-feu en Ukraine et que les Français ont proposé d'étendre leur « parapluie nucléaire» aux autres Etats Européens (2).

La hausse des dépenses militaires et le «soutien à l'Ukraine» avait été justifiés hier avec l'argument qu'il fallait assurer la victoire de Kiev et punir la Russie pour ses violations du droit international et ses crimes de guerre : chacun a vu que dans le cas d'Israël les violations du droit international et les crimes de guerre n'ont entraîné aucune «punition» de la part des pays européens, qui en réalité en ont été complices, les Etats bourgeois ne respectant le droit que s'il sert leurs intérêts. La très forte augmentation supplémentaire des dépenses militaires annoncée à grand fracas et le climat belliciste répandu par les médias sont justifiés aujourd'hui par la menace imminente contre l'Europe que ferait poser la Russie en cas probable d'arrêt des combats en Ukraine dans la perspective d'un désengagement des Etats-Unis (3).

L'absurdité des arguments utilisés par cette propagande bourgeoise ne peut camoufler que le capitalisme se dirige inexorablement, à l'échelle internationale, vers des affrontements militaires de «grande intensité» – ce dont tous les Etats bourgeois sont conscients. La perspective d'une troisième guerre mondiale, débouché inévitable à un certain point des crises capitalistes, devient de plus en plus tangible, même si elle n'est pas encore immédiate. Si l'Amérique de Trump veut arrêter la guerre en Ukraine, ce n'est pas par amour de la «paix», mais, après avoir constaté l'échec de la guerre en cours, parce qu'elle veut réorienter ses forces vers l'Asie où l'attend un affrontement décisif avec la Chine. Les Etats européens, qui ne sont plus assurés du maintien de l'alliance avec les Etats-Unis, se préparent à vive allure à être capable de faire la guerre «pour leur propre compte». Et cette préparation ne consiste pas seulement dans des dépenses militaires accrues ; elle consiste encore et même surtout, dans l'embrigadement de la population en général et des prolétaires en particulier dans une **union nationale**, c'est-à-dire dans la défense des **intérêts du capitalisme national** : les prolétaires et les exploités sont appelés à accepter des sacrifices, à renoncer à défendre leurs **intérêts de classe** au nom de la **défense de la patrie** avant d'être appelés s'il le faut à verser leur sang. D'ores et déjà les dépenses militaires supplémentaires vont être payées par les prolétaires sous la forme de la diminution des dépenses sociales, qui ne sont pas un cadeau de l'Etat bourgeois mais font partie du salaire «différé» – la part du salaire non directement versé qui est utilisée pour financer ces dépenses : l'économie de guerre c'est d'abord la **guerre aux prolétaires** ! S'ils ne veulent pas être surexploités aujourd'hui et servir de chair à canon demain, les prolétaires doivent refuser la soumission aux perspectives bourgeoises. Il est possible de s'opposer aux sacrifices en temps de paix comme en temps de guerre pour le seul bénéfice du capitalisme, à condition d'entrer en lutte pour la **défense intransigeante des seuls intérêts prolétariens**. Le refus de la mortelle union nationale, l'opposition à la paralysante collaboration entre les classes au nom de la défense de la patrie, le retour à la véritable **lutte de classe**, s'appuyant **sur les moyens, les méthodes et l'organisation classistes** permettent d'unir les prolétaires de toutes nationalités contre le capitalisme et les Etats bourgeois, dans la perspective de renverser ce système de misère, d'exploitation et de guerres et d'ouvrir la voie à la société sans classes ni Etats, le **communisme**.

**Les bourgeois préparent la guerre pour défendre le capitalisme, préparons la guerre de classe pour en finir avec l'ordre bourgeois !**

**parti communiste international**

(1) Chiffres du SIPRI, 22/02/2025 (<https://www.sipri.org/commentary/topical-backgrounder/2025/transformation-ukraines-arms-industry-amid-war-russia>). Par comparaison, la France compterait 2000 à 4000 entreprises travaillant directement ou indirectement dans le secteur de l'armement et employant au total 210 000 personnes.

(2) Mais Zelensky a déclaré le 29/01/2025 qu'il faudrait déployer « un minimum » de 200 000 soldats européens pour garantir la paix, ce qui est impossible pour les armées européennes.

(3) Par exemple la première ministre danoise a justifié le 19 février l'annonce de dépenses militaires massives pour dépasser les 3% du budget à la fin de l'année par la crainte d'un cessez-le-feu rapide en Ukraine « *car il peut donner au président Poutine et à la Russie une meilleure possibilité [...] de mobiliser à nouveau et d'attaquer l'Ukraine ou un autre pays en Europe* ».